

### Ordres de dépôt de documents

souvent les vins canadiens dont ils disposent aux voyageurs et, dans l'affirmative, en quoi ont consisté ces efforts?

(Le document est déposé.)

### L'IMPORTATION DE FOURRAGE À HAUTE TENEUR PROTÉIQUE

Question n° 1943—**M. Mazankowski**:

1. Quelles quantités de provendes à haute teneur protéique sont importées au Canada des É.-U. et, a) quel en est le volume, b) quelle en est la valeur, c) quelles provinces les importent et d) quelle quantité chaque province a-t-elle importée au cours des années 1969, 1970, 1971 et 1972?

2. Y a-t-il un commerce entre les É.-U. et le Canada pour les boulettes de luzerne déshydratée et, dans l'affirmative, à combien peut-on l'évaluer, a) en dollars, b) en tonnage et c) dans quelles provinces?

3. Impose-t-on un droit de douane sur les boulettes de luzerne déshydratée qui sont exportées du Canada vers les É.-U. ou vice versa et, dans l'affirmative, à combien s'élève-t-il?

(Le document est déposé.)

### \*LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE

Question n° 2162—**M. Clark (Rocky-Mountain)**:

1. Quels sont les fonctions et le nom de chaque employé affecté depuis le 30 avril 1973, à Ottawa, au service du Secrétariat d'État chargé de l'exécution du Programme Perspective-Jeunesse?

2. Quels sont a) le nom b) les fonctions, c) le lieu d'affectation de chaque employé engagé par le gouvernement, depuis le 30 avril 1973, en dehors d'Ottawa, et dont les attributions se rattachent au Programme Perspectives-Jeunesse?

3. Quels sont les fonctions et le nom de chacune des personnes qui n'ont pas été mentionnées ci-dessus, mais qui ont été engagées par le gouvernement à compter du 30 avril 1973, et dont les attributions se rapportent d'une manière quelconque au Programme Perspectives-Jeunesse, y compris des membres du personnel particulier du Secrétariat d'État?

4. Parmi les personnes mentionnées dans la réponse aux questions 1, 2 et 3, combien a) sont actuellement mêlées, b) ou l'ont été à un groupe, à un projet ou à une entreprise ayant bénéficié d'une aide dans le cadre du Programme Perspectives-Jeunesse?

5. Dans le cas de chaque personne mentionnée dans la réponse à la question 4a) de quel groupe, projet ou entreprise s'agissait-il, b) Quel était le caractère de ces relations, c) à quelle date ont-elles pris fin, e) quel était le montant de chaque subvention, f) à quelle date chaque subvention a-t-elle été accordée, g) à quelle date l'intéressé a-t-il été affecté par le gouvernement à un poste comportant des attributions se rapportant au Programme Perspectives-Jeunesse?

6. Quels sont le nom et le rôle de chaque expert conseil ou de tout autre employé temporaire engagé par un représentant du gouvernement et dont les attributions se rapportent au Programme Perspectives-Jeunesse, depuis le début de l'exécution du programme initial?

7. Parmi les personnes mentionnées dans la réponse à la question 6, combien a) sont actuellement mêlées, b) ou l'ont été avec tout groupe, projet ou entreprise ayant reçu une aide dans le cadre du Programme Perspectives-Jeunesse?

8. Dans le cas de chaque personne mentionnée dans la réponse à la question 4a) de quel groupe, projet ou entreprise s'agissait-il, b) quel était le caractère de ces relations, c) quelle était la date du début de ces relations, d) à quelle date ont-elles pris fin, e) quel était le montant de chaque subvention, f) à quelle date chaque subvention a-t-elle été octroyée, g) à quelle date ont-ils été engagés par des représentants du gouvernement, h) à quelle date cet engagement s'est-il terminé en ce qui concerne la Programme Perspectives-Jeunesse?

9. Parmi les personnes mentionnées dans les réponses aux questions 1, 2, 3 et 6, combien ont ou avaient en conjoint, un frère, une sœur ou un proche parent a) actuellement mêlé, b) ou l'ayant été dans le passé à tout groupe, projet ou entreprise qui a reçu une aide dans le cadre du Programme Perspectives-Jeunesse?

[M. Cossitt.]

10. Dans le cas de chacune des personnes mentionnées dans la réponse à la question 9, a) de quel groupe, projet ou entreprise s'agissait-il, b) quel était le caractère de ces relations, c) à quelle date ont-elles commencé, d) à quelle date se sont-elles terminées, e) quel était le montant de chaque subvention, f) à quelle date chaque subvention a-t-elle été octroyée?

(Le document est déposé.)

### LE PERSONNEL D'INFORMATION CANADA

Question n° 2188—**M. McKenzie**:

1. Quels sont les critères d'évaluation du personnel d'Information Canada à Winnipeg en vue de l'avancement aux postes a) d'agent chargé de la documentation, b) d'administrateur général du bureau-chef, c) de chef des services administratifs?

2. Quels sont les noms, traitements, compétences et fonctions de ceux qui occupent présentement les postes mentionnés ci-dessus, et à quelle date ont-ils été engagés?

3. Y a-t-il parmi ceux qui occupent les postes ci-dessus des fonctionnaires qui ont été engagés ou promus sans avoir subi les examens pertinents de la Fonction publique et, dans l'affirmative, pour quelle raison?

4. Quelle est la politique d'Information Canada en ce qui concerne l'engagement ou l'avancement d'anciens détenus?

5. Le gouvernement trouve-t-il souhaitable qu'Information Canada engage des criminels qui ont fait l'objet d'une condamnation?

(Le document est déposé.)

### LE CANADA ET L'EXPOSITION DE BAGDAD

Question n° 2408—**M. Macquarrie**:

1. Pour quelle raison le Canada a-t-il décidé de ne pas participer à l'Exposition internationale du commerce devant se tenir à Bagdad, en octobre 1973?

2. Envisage-t-on de revenir sur cette décision?

3. A la connaissance du ministère de l'Industrie et du Commerce, quels pays ont l'intention de prendre part à cette exposition?

4. A quelles expositions internationales du commerce le Canada a-t-il participé depuis 1963?

(Le document est déposé.)

**M. Knight**: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Mercredi dernier, le secrétaire parlementaire m'avait promis de m'obtenir les réponses aux questions n° 927, 928, 929, et 931. Il a répondu à deux de ces questions, du moins je le présume, mais les deux autres demeurent sans réponse. Je me demande s'il ne pourrait pas y voir. Je veux parler des questions ayant trait aux frais de voyage à l'étranger engagés par les fonctionnaires attachés au bureau du premier ministre, aux ministères et organismes de l'État?

**M. Reid**: Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la question n° 929, il n'y a qu'un seul organisme du gouvernement dont la réponse se fait attendre et j'espère la recevoir sous peu.

**M. Cossitt**: Monsieur l'Orateur, je voudrais m'enquérir auprès du secrétaire parlementaire des questions n° 2271 à 2279 inclusivement où je demande la liste des avocats engagés par le ministère de la Justice pour effectuer des travaux juridiques. J'ai posé une question à ce sujet au secrétaire parlementaire il y a deux semaines, et il m'a répondu qu'il fallait obtenir les noms de ces avocats de tous les divers ministères pour en dresser la liste. Je soutiens que cette déclaration n'est pas tout à fait juste, car en premier lieu, la liste est conservée par le ministre de la Justice, et je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas